



Banque Centrale des Comores

# Note de conjoncture

# Sommaire

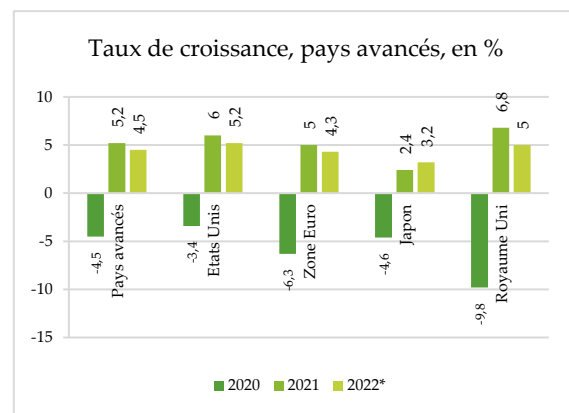
<b>I.</b>	<b>Environnement économique international</b>	<b>P.2</b>
<b>II.</b>	<b>Activités économiques nationales</b>	<b>P.3</b>
	<b>1. Croissance et inflation</b>	<b>P.3</b>
	<b>2. Finances publiques</b>	<b>P.4</b>
	<b>3. Commerce extérieur</b>	<b>P.6</b>
	<b>4. Situation monétaire</b>	<b>P.9</b>
	<b>5. Activités bancaires</b>	<b>P.11</b>

## I. Environnement économique international

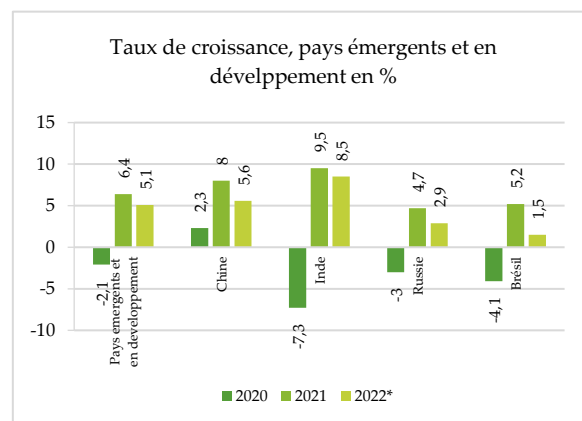
A mi-parcours de l'année 2021, les mises à jour des perspectives de l'économie mondiale du FMI restent axées sur une reprise de l'activité mondiale à des taux de croissance en légère baisse par rapport aux projections initiales. Cette reprise est principalement liée aux campagnes de vaccination et aux soutiens des autorités publiques. Ainsi, le FMI dans ces mises à jour des perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2021, table sur une croissance mondiale de +5,9% pour l'année 2021 contre -3,1% en 2020. Ce résultat serait porté par la relance de l'activité économique tant dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement.

Dans les pays avancés, le taux de croissance de 2021 s'établirait à +5,2% après -4,5% en 2020, en liaison avec la reprise de l'activité économique dans les différents pays. Aux Etats Unis, le taux de croissance économique atteindrait 6% en 2021 contre -3,4% un an auparavant. Dans la Zone euro également, l'économie devrait reprendre, avec un taux de 5% attendu en 2021 après -6,3% en 2020. Cette progression serait portée par les différents pays notamment l'Allemagne avec un taux de croissance de 3,1% en 2021 contre -4,6% en 2020 ; la France avec 6,3% en 2021 contre -8% un an auparavant ; l'Italie avec +5,8% en 2021 contre -8,9%.

Du côté des pays émergents et en développement, la reprise de l'activité économique en 2021 afficherait un taux de croissance de +6,4% contre -2,1% en 2020, en liaison avec la bonne tenue des activités dans les principaux pays comme la Chine avec +8% en 2021 contre +2,3% en 2020 ; l'Inde avec +9,5% contre -7,3% en 2021 ; la Russie avec un taux de croissance de +4,7% en 2021 après -3% en 2020 et le Brésil qui afficherait un taux de +5,2% en 2021 contre -4,1% en 2020.



Source : FMI, WEO



Source : FMI, WEO

## II. Activité économique nationale

### 1. Croissance et inflation

Croissance réelle (en %)	2020*	2021*
<b>Optique demande du PIB</b>		
Consommation finale	2,8	2,3
Investissements	0,6	2,3
Exportations	-52,4	19,5
Importations	-11,7	5,6
<b>Optique offre du PIB</b>		
Primaire	2,1	2,0
Secondaire	-1,3	2,1
Tertiaire	-0,6	2,5
Valeur Ajoutée	0,3	2,3
Impôts nets des subventions sur les produits	-2,3	5,7
<b>PIB</b>	<b>0,2</b>	<b>2,4</b>
<i>Sources : INSEED, BCC ; * estimations</i>		

#### 1.1. Croissance économique

En 2021, l'activité économique devrait reprendre avec un taux de croissance projeté à 2,4% contre 0,2% en 2020. Cette reprise de l'activité économique en 2021 pourrait s'expliquer, d'une part, par la maîtrise de la situation sanitaire grâce à la poursuite de la campagne de vaccination contre la COVID-19 qui a permis la reprise des activités au niveau des secteurs secondaire et tertiaire et d'autre part, les conditions climatiques favorables qui ont impacté positivement le secteur primaire, notamment agricole.

Le secteur primaire resterait dynamique avec une croissance de 2,0% en 2021 après 2,1% l'année dernière grâce à l'augmentation des valeurs ajoutées des sous-secteurs de l'agriculture (3,7% en 2021 contre 2,1% en 2020) et dans une moindre mesure l'élevage (2,0% en 2021 après 0,7% en 2020). En revanche, la pêche connaîtrait une contraction (-1,8% en 2021) après la hausse enregistrée l'année dernière (3,7%).

Pour sa part, le secteur secondaire connaîtrait un rebond de croissance de 2,1% en 2021 (contre une contraction de -1,3% en 2020) en liaison avec la progression de la valeur ajoutée des sous-secteurs de l'agro-alimentaire grâce à la reprise des activités de la restauration, des BTP en dépit de la hausse des prix et des retards d'approvisionnement de marchandises et

de la production et distribution d'électricité et d'eau. Parallèlement, le secteur tertiaire progresserait de 2,5% en 2021 contre -0,6% l'année d'avant, en raison de la reprise de l'activité des sous-secteur « hébergement et restauration » et des transports grâce à la réouverture des frontières internationales mais à des rythmes de croissance très en deçà de la situation d'avant la crise sanitaire du fait des restrictions pour les voyages.

Du côté de la demande, la croissance économique serait tirée à la fois par la demande intérieure et extérieure. Au niveau de la demande intérieure, la consommation finale connaîtrait une hausse de 2,3% en 2021 après 2,8% en 2020. Elle serait soutenue par le paiement régulier des salaires des agents de l'Etat (surtout avec la réintégration des agents mis en chômage technique en 2020), la distribution des fonds à la population vulnérable à travers le projet filets sociaux ainsi que les transferts d'argent de la diaspora qui seraient en hausse par rapport à leur niveau de 2020. Les investissements devraient progresser de 2,3% en 2021 après 0,6% en 2020. Cette progression serait observée aussi bien au niveau des investissements publics (reprise des activités des projets financés par les bailleurs de fonds en 2021 après la

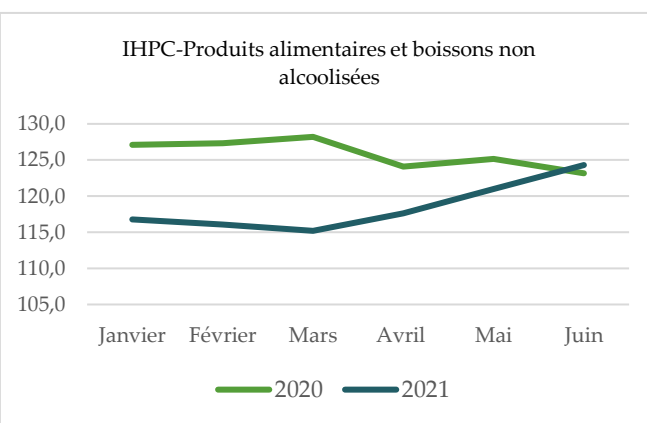
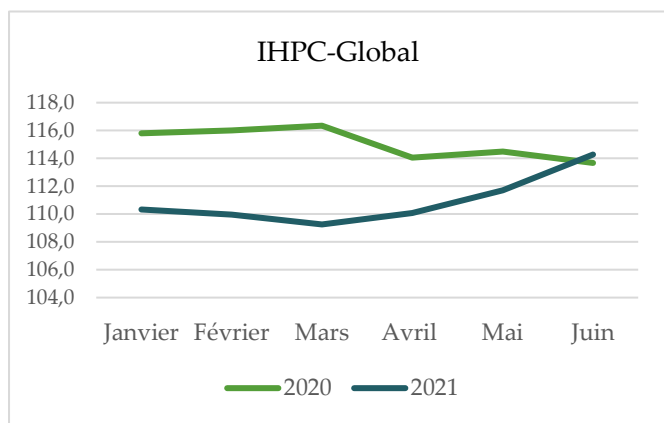
suspension en 2020) et privés avec l'augmentation des importations en biens d'équipement. S'agissant de la demande extérieure, les exportations de biens et services devraient augmenter fortement (+19,5% contre -52,4% en 2020) en liaison avec la reprise de

la demande mondiale et l'arrivée des touristes suite à la réouverture des frontières. En même temps, les importations des biens et services progresseraient à un rythme de 5,6% en 2021 contre une contraction de -11,7% en 2020.

## 1.2. Inflation

Au cours des six premiers mois de l'année 2021, les prix à la consommation ont augmenté de 4,8% tiré principalement par une hausse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+8,24%), des services des santé (+6,52%) ainsi que les services de transports (+5,6%) et de communications (2,6%). La hausse des prix à la consommation, en particulier celle des produits alimentaires, s'est observée à partir du mois d'avril 2021. Cette situation s'explique essentiellement par les problèmes d'approvisionnement en biens importés surtout alimentaires entraînant des pénuries au niveau des produits de première nécessité, couplée à une hausse de la demande par rapport à l'année dernière.

En glissement annuel, les prix à la consommation se sont relevés seulement de 0,53% au cours du premier semestre 2021 en raison des effets de base. Par ailleurs, les perspectives pour le second semestre 2021, montrent également une tendance à la hausse du niveau général des prix due à l'augmentation de la demande avec l'arrivée de la diaspora conjuguée à la baisse des approvisionnements en produits alimentaires surtout au troisième trimestre. Dans ce contexte, l'inflation annuel pourrait dépasser la norme communautaire (3% pour les pays de la Zone franc et du COMESA) à la fin de l'année 2021.



Source : INSEED

## 2. Finances publiques

Les données provisoires relatives au budget de l'Etat présentent une progression des finances publiques au premier semestre 2021, notamment avec une hausse

de 27% des recettes intérieures, en dépit d'une augmentation des dépenses (+44,8%).

## 2.1. Recettes publiques

Projetées à 52,5 milliards FC par la loi de finances initiale 2021, les recettes intérieures constituées en grande partie par des ressources fiscales sont élevées à 26,6 milliards FC, soit un taux de réalisation de 50,7% à fin juin 2021. Cette évolution des ressources intérieures est expliquée par la progression de ses composantes hormis les recettes provenant des échanges internationaux.

En effet, parmi les recettes fiscales, les impôts sur les revenus et les bénéfices se sont établis à 5 milliards FC à fin juin 2021, contre 2,9 milliards FC une année auparavant correspondant à une hausse de 73,8%.

De même, la taxe sur la consommation et assimilées, est passée de 4,4 milliards FC à 5,1 milliards FC, les

recettes sur les droits d'accises ont fortement augmenté passant de 3,8 milliards FC à 9,2 milliards FC sur la période. En revanche, les recettes issues du commerce international ont diminué de 52,6%, s'établissant à 3,4 milliards FC à fin juin 2021 contre 7,1 milliards FC à fin juin 2020 en lien avec les difficultés engendrées au sein du transport maritime par la crise sanitaire.

Projetées à 7,6 milliards FC par la loi de finances initiale 2021, les recettes non fiscales recouvrées à fin juin 2021 s'élèvent à 3,8 milliards FC contre 2,8 milliards FC un an plus tôt, soit (+35,7%), équivalent à un taux de réalisation de 50,3%.

Recettes budgétaires de l'Etat aux 1ers semestres des années 2018 à 2020				
(en millions FC)		S1. 2019	S1. 2020	S1. 2021*
<b>Recettes fiscales</b>		<b>17 346</b>	<b>18 145</b>	<b>22 805</b>
<b>Dont :</b>	Impôts sur les revenus et les bénéfices	3 291	2 879	5 003
	TC et assimilés	4 418	4 412	5 096
	Commerce international	6 437	7 100	3 364
	Droits d'accises	3 187	3 750	9 227
<b>Recettes non fiscales</b>		<b>4 510</b>	<b>2 821</b>	<b>3 829</b>
<b>Total des recettes intérieures</b>		<b>21 856</b>	<b>20 966</b>	<b>26 634</b>

Source : CREF ; \* provisoire

## 2.2. Dépenses publiques

A mi-parcours de l'exercice 2021, le total des dépenses intérieures s'est élevé à 38,8 milliards FC contre 26,8 milliards FC en juin 2020. Cette évolution est en grande partie expliquée par l'augmentation des dépenses en capital financées par des ressources propres, renforcée par l'accroissement d'autres dépenses. En effet les dépenses courantes ont augmenté de 12,4%, cette progression est principalement due à la hausse du poste «Transferts» s'établissant à 8,7 milliards FC à fin juin 2021

contre 3,7 milliards FC la même période de l'année précédente, en lien avec la prise en charge des patients de la covid-19 lors de la deuxième vague au début de l'année.

La masse salariale, principal poste des dépenses courantes a légèrement augmenté de 2% pour s'établir à 14,1 milliards FC à fin juin 2021.

En revanche, les dépenses de biens et services ont diminué de 27,2% s'affichant à 5,8 milliards FC à

fin juin 2021 contre 7,9 milliards FC un an auparavant.

En dépit de la crise sanitaire et de son impact sur l'activité économique, le gouvernement a poursuivi sa stratégie ambitieuse consistant à accroître le volume des investissements publics par les travaux d'amélioration des infrastructures.

Par conséquent, les dépenses en capital financées

par des ressources propres ont fortement augmenté s'établissant à 10,2 milliards FC au premier semestre 2021 contre 1,3 milliard FC la même période l'année précédente. Ces dépenses en capital financées sur ressources propres concernent notamment les investissements dans les domaines des infrastructures routiers et la santé.

Dépenses budgétaires de l'Etat aux 1ers semestres des années 2019 à 2021 (en millions FC)		S1. 2019	S1. 2020	S1. 2021*
<b>Dépenses courantes primaires</b>		<b>24 615</b>	<b>25 468</b>	<b>28 623</b>
	Traitements et salaires	14 522	13 854	14 135
	Biens et services	6 832	7 912	5 757
	Transferts	3 261	3 702	8 730
<b>Dépenses en capital (fin propre)</b>		<b>2 196</b>	<b>1 322</b>	<b>10 164</b>
<b>Total des dépenses intérieures</b>		<b>26 811</b>	<b>26 790</b>	<b>38 787</b>

Source : CREF, \* provisoire

### 3. Commerce extérieur

Les échanges commerciaux ont baissé de 11,4% entre les premiers semestres 2020 et 2021 pour s'établir à 51,5 milliards FC au premier semestre 2021 contre 58,1 milliards FC un an avant. Cette situation est imputable à une baisse des exportations (-15,9%) et des importations (-11%) de biens sur la période. En conséquence, le déficit de la balance

commerciale s'est amélioré de 6 milliards FC passant de 48,9 milliards FC au premier semestre 2020 à 43,7 milliards FC une année après. Le taux de couverture des importations par les exportations de biens a ainsi baissé de 0,5% point de pourcentage pour s'établir à 8,2% au premier semestre 2021 contre 8,6% au premier semestre 2020.

Données FOB, en millions FC sauf indication	S1.2019	S1.2020	S1.2021
<b>Exportations</b>	6 823	4 625	3 889
<b>Importations</b>	50 999	53 481	47 578
<b>Balance commerciale</b>	-44 176	-48 856	-43 689
<b>Taux de couverture (%)</b>	13,4	8,6	8,2

Sources : Douanes, BCC

#### 3.1. Exportations par type de biens

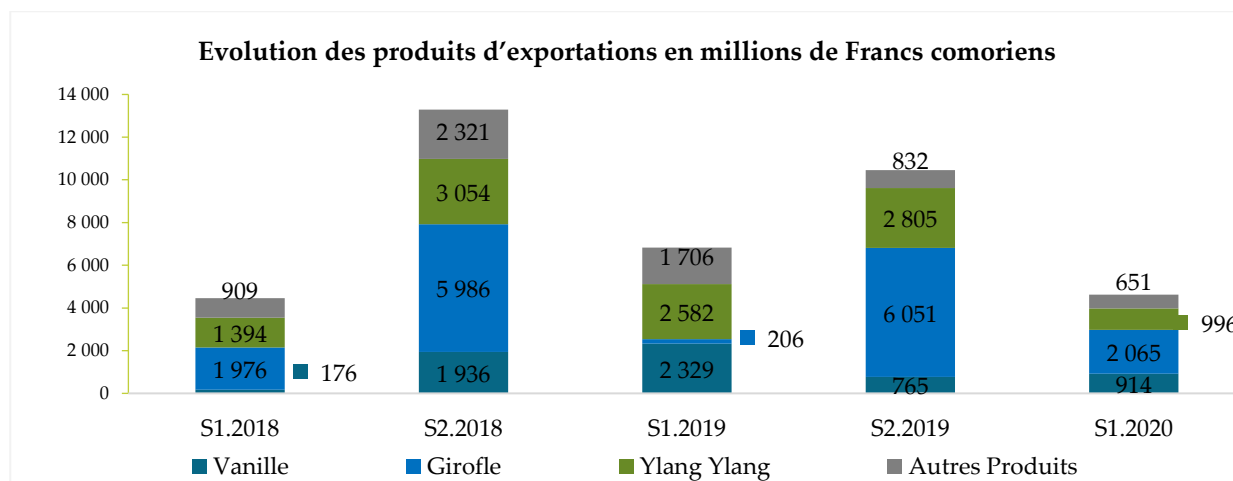
La contraction des exportations de biens est principalement liée au girofle dont la valeur exportée a chuté de 63% entre les premiers semestres 2020 et 2021. En effet, les recettes d'exportation du girofle

ont fortement baissé, passant de 2,1 milliards FC au premier semestre 2020 à 0,8 milliard FC au premier semestre 2021, en raison d'une baisse due à une contraction de près de 62% de la quantité

de girofle exportée sur la période.

En revanche, les recettes de vanille ont crû de 10,5% sur la période pour s'établir à 1 milliard au premier semestre 2021.

De même, les produits d'exportation d'ylang-ylang ont augmenté passant de 1 milliard au premier semestre 2020 à 1,2 milliard FC au premier semestre 2021, soit un accroissement de 37,9%.



Sources : Direction Générale des Douanes, BCC-Service Statistiques

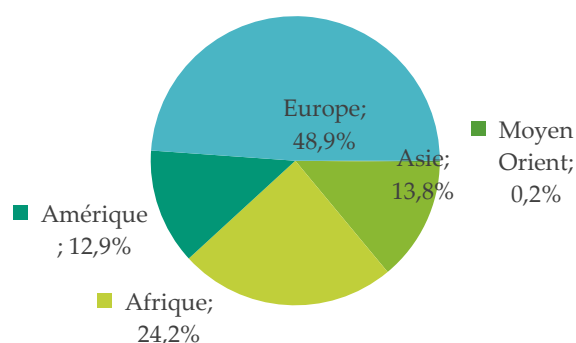
Par zone géographique, le marché européen reste la première destination des produits comoriens à mi-parcours de l'année 2021. Avec 48,9% de part dans le total des exportations de biens, la France en capte plus de la moitié de ces produits destinés au marché européen.

Ensuite, vient le marché asiatique avec 13,8% de part de marché, fortement en baisse par rapport au premier semestre de l'année 2020 (soit 31,4%) en raison de la baisse des exportations à destination de cette zone.

Le marché africain arrive en troisième position avec 24,2% de part dans le total des exportations

en raison d'une hausse des produits expédiés sur ce marché au premier semestre 2021. Ces produits sont pour la plupart envoyés à Madagascar et à Maurice dans le but d'être recyclés.

Source : BCC





### 3.2. Importations par type de biens

Dans le même temps, les importations de biens ont baissé de 11% par rapport au premier semestre 2020, pour s'établir à 56 milliards FC au premier semestre 2021 contre 62,9 milliards FC une année avant, sous l'effet du repli des importations de produits alimentaires et énergétiques. En effet :

- Les importations des produits alimentaires se sont établies à 18,8 milliards FC au premier semestre 2021 contre 21,1 milliards FC un an avant, soit un recul de 10,7% attribuable à la baisse des importations des produits carnés (-25,5%), des produits céréaliers tels que le riz (-6,9%), la farine (-28,2%), ainsi que des boissons (-27,6%). La baisse des importations des produits alimentaires a été toutefois atténuée par la hausse des importations de quelques produits comme le sucre (+51,9%), les huiles de cuisson (+35,4%) et les produits laitiers (+9,6%).
- Les importations des produits énergétiques ont également baissé (-50,9%), pour s'établir à 11,4 milliards FC au premier semestre 2021 contre 21,2 milliards FC au premier semestre 2020.

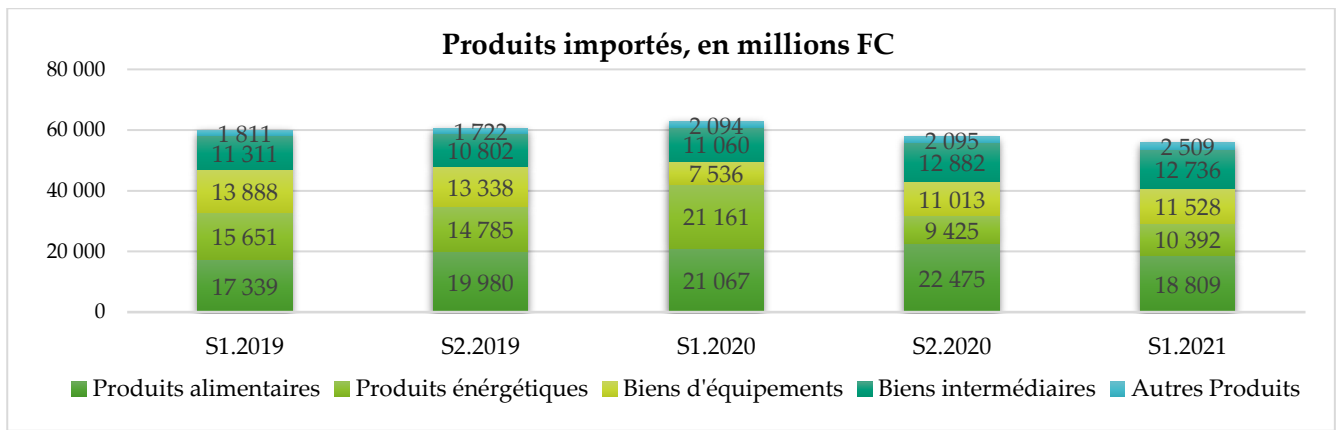
Cette contraction est imputable aux importations des produits pétroliers (-51,4%) mais aussi des biens combustibles (-29,1%) sur la période.

- En revanche, les importations de biens intermédiaires et d'équipement ont enregistré une progression de 52,9% et 15,2% respectivement entre les premiers semestres 2020 et 2021, sous l'effet de la progression des importations des matériaux de construction pour les premiers et des machines de production pour les seconds. En effet, les matériaux de construction ont crû sur la période, avec l'augmentation des importations des produits de quincaillerie (+49,1%), des produits de carrelage (+73,9%) ainsi que de la ferraille (+13,1%).
- Pour les biens d'équipement, la hausse des importations provient essentiellement des biens meubles et électroménagers (+19,6%), des véhicules ainsi que des équipements de bateaux motorisés.

Evolution des importations, en millions FC sauf mention contraire

Rubriques	Sem.1/2018	Sem.1/2019	Sem.1/2020	Sem.1/2021	Var
Produits alimentaires	14 232	17 339	21 067	18 809	-10,7%
Produits énergétiques	13 050	15 651	21 161	10 392	-50,9%
Biens d'équipement	18 802	13 888	7 536	11 528	53%
Biens intermédiaires	9 765	11 311	11 060	12 736	15,2%
Autres Produits	1 395	1 811	2 094	2 509	19,8%
<b>Total</b>	<b>57 244</b>	<b>59 999</b>	<b>62 919</b>	<b>55 974</b>	<b>-11,0%</b>

Sources : Douanes, BCC, SCH

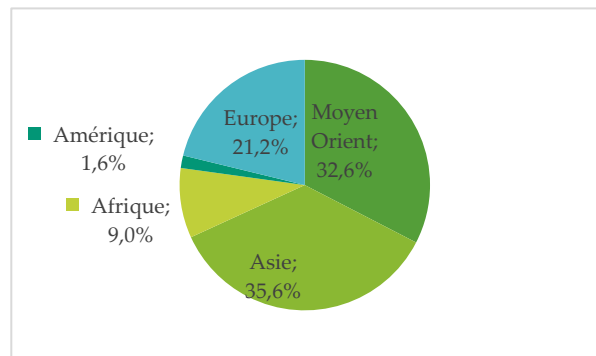


Sources : Douanes, BCC, SCH

Par zone géographique, au premier rang, le marché asiatique a fourni 35,6% du total des importations comoriennes au premier semestre 2021. Ces produits, constitués des biens alimentaires, intermédiaires et d'équipement, proviennent essentiellement de la Chine (20,7% de part de marché dans l'Asie) et de l'Inde (14,4% de part). Ensuite, le Moyen-Orient avec 32,6% de part de marché, devient le deuxième fournisseur des Comores au premier semestre 2021, en raison d'un repli des approvisionnements en produits

pétroliers en provenance de ce marché.

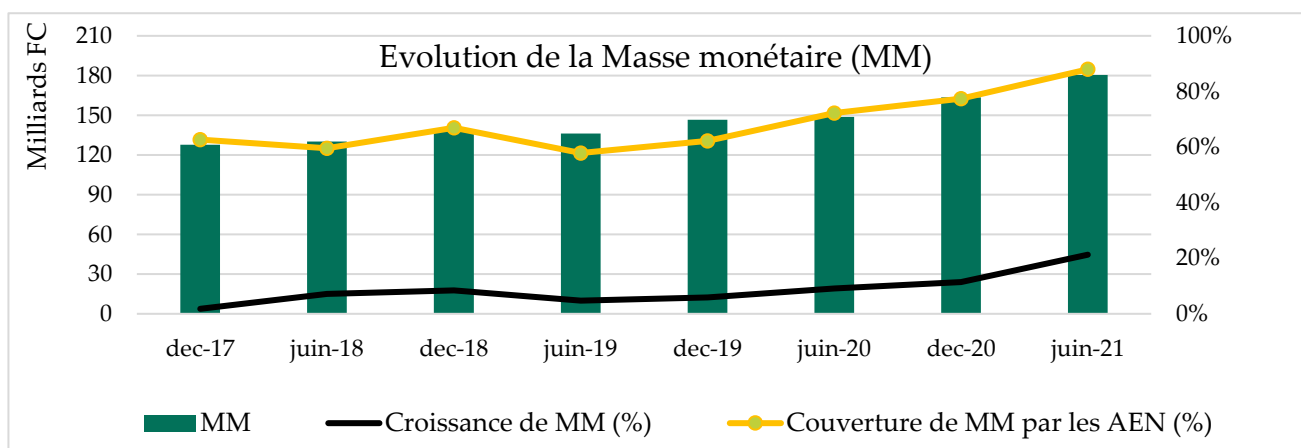
En troisième position, le marché européen a fourni 21,2% de produits, qui sont pour la plupart des produits alimentaires et d'équipement qui proviennent de la France.



## 4. Situation monétaire

La masse monétaire a enregistré une forte croissance au premier semestre 2021 s'établissant à 180,4 milliards FC contre 163,5 milliards FC en décembre 2020. Cette progression est due à

l'augmentation simultanée des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur. De même, en glissement annuel, elle enregistre une progression de 21,3% entre juin 2020 et juin 2021.



Source : BCC

## 4.1. Composantes de la masse monétaire

L'agrégat « M1- Moyens de paiements » affiche une hausse de 10,1%, s'élevant à 122,1 milliards FC en juin 2021 contre 110,9 milliards FC en décembre 2020. Cette augmentation est observée au niveau de la circulation fiduciaire soit 24,9% de la masse monétaire s'établissant 44,9 milliards FC à fin juin

2021 contre 41,6 milliards FC à fin décembre 2020. De même les dépôts transférables représentant 42,8% de l'agrégat monétaire au sens large ont augmenté de 11,4% s'élevant à 77,2 milliards FC à fin juin 2021 contre 69,3 milliards FC à fin décembre 2020.

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE	Encours (millions FC)				Variation / juin-21 (%)	
	déc-19	juin-20	déc-20	juin-21	juin-20	déc-20
<b>M1/ Moyens de paiements</b>	<b>98 099</b>	<b>99 209</b>	<b>110869</b>	<b>122085</b>	<b>23,06</b>	<b>10,12</b>
<b>Circulation Fiduciaire hors BEF</b>	38 764	37 561	41592	44 929	19,62	8,02
<b>Dépôts transférables</b>	59 335	61 648	69277	77 156	25,15	11,37
<b>Banque Centrale</b>	154	340	1 186	1 662	388,76	40,11
<b>Banques et Etablissements Financiers</b>	59 181	61 308	68091	75 494	23,14	10,87
<b>M2-M1 / Epargne Liquide</b>	<b>48 611</b>	<b>49 524</b>	<b>52678</b>	<b>58 291</b>	<b>17,70</b>	<b>10,66</b>
<b>M2 / Masse Monétaire</b>	<b>146 711</b>	<b>148733</b>	<b>163547</b>	<b>180376</b>	<b>21,27</b>	<b>10,29</b>

Source : BCC

## 4.2. Contreparties de la masse monétaire

Les actifs extérieurs nets ont comme l'année précédente, enregistré une forte croissance au premier semestre 2021, s'élevant à 120,3 milliards FC à fin juin contre 107,8 milliards FC à fin décembre 2020, soit une hausse de 11,6%. En effet, ceci est encore une fois expliqué par ce contexte de crise sanitaire marquée par la solidarité de la diaspora comorienne envers son pays d'origine se traduisant par une augmentation des transferts de fonds. Ainsi, les actifs extérieurs bruts de la Banque Centrale ont augmenté de 13,5%, s'établissant à 134 milliards FC à fin juin contre 118,1 milliards FC à fin décembre 2020. En revanche, ceux des autres institutions de dépôts ont diminué de 29,4% sur la même période. En ce qui concerne les engagements extérieurs, ils sont restés quasiment constant au niveau de la Banque Centrale mais ont augmenté de 11,7% au sein des autres institutions de dépôts.

Le crédit intérieur s'est amélioré au premier semestre 2021, s'affichant à 94,3 milliards FC à fin juin contre 90,5 milliards FC à fin décembre 2020 soit une hausse de 4,2%. Toutefois, le rétablissement du crédit intérieur est seulement porté par les créances accordées à l'économie. En effet, les créances nettes sur l'administration centrale ont diminué de 18,2%, car d'une part, les crédits accordés à l'Etat ont diminué de 4,1% au premier trimestre, et d'autre part, ses dépôts ont augmenté de 4,9%.

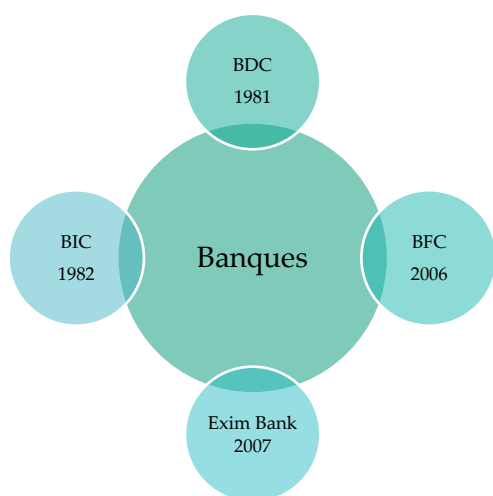
En revanche les crédits à l'économie ont augmenté de 7,7% passant de 78,1 milliards FC à fin décembre 2020 à 84,1 milliards FC à fin juin 2021. Ainsi, les crédits à l'économie octroyés au secteur public ont doublé passant de 1,5 milliard FC à fin décembre 2020 à 3,1 milliards FC à fin juin 2021. Ceux accordés au secteur privé sont passés de 76,6 milliards FC à 81 milliards FC sur la même période soit une hausse de 3,8%.

EVOLUTIONS DES CONTREPARTIES DE M2	Encours (millions FC)				Variation / juin-21 (%)	
	déc-19	juin-20	déc-20	juin-21	juin-20	déc-20
<b>AVOIRS EXTERIEURS (NETS)</b>	<b>82656</b>	<b>93909</b>	<b>107782</b>	<b>120283</b>	<b>28,08</b>	<b>11,60</b>
Banque Centrale des Comores	74989	82977	101150	117052	41,07	15,72
Banque et Etablissements Financiers	7667	10932	6632	3231	- 70,45	- 51,28
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>99223</b>	<b>94645</b>	<b>90516</b>	<b>94305</b>	<b>- 0,36</b>	<b>4,19</b>
Créances nettes sur l'Administration Centrale	17068	15357	12425	10162	- 33,83	- 8,21
Crédits à l'économie	82155	79288	78091	84143	6,12	7,75
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	<b>- 35168</b>	<b>- 39821</b>	<b>- 34751</b>	<b>- 34212</b>	<b>- 14,09</b>	<b>- 1,55</b>
<b>Total des Contreparties</b>	<b>146711</b>	<b>148733</b>	<b>163547</b>	<b>180376</b>	<b>21,27</b>	<b>10,29</b>

Source: BCC, DEEMS

## 5. Activités bancaires

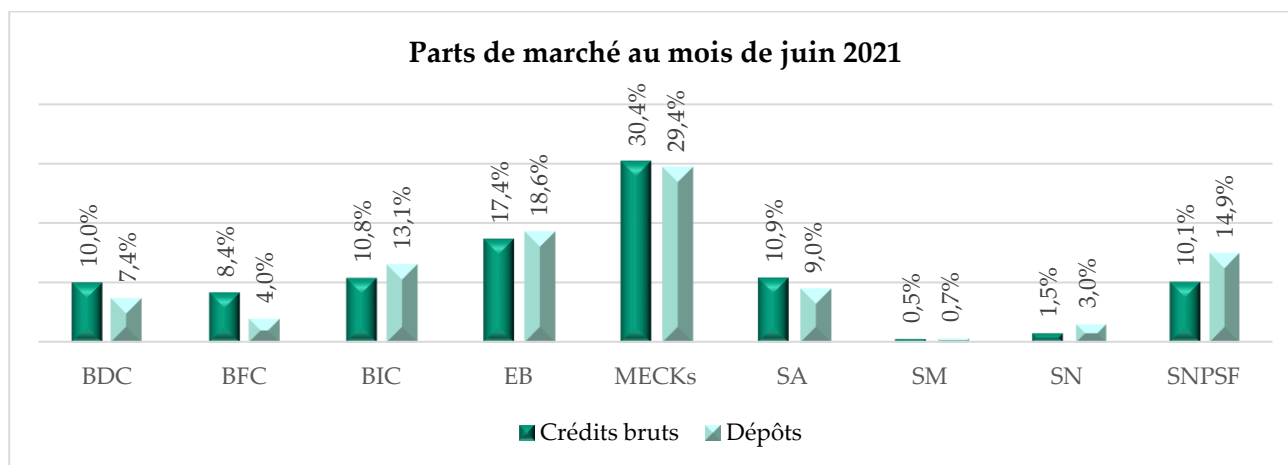
### 5.1. Paysage bancaire et parts de marché des produits



#### Les institutions financières



#### Les intermédiaires financiers



Source : BEF, BCC

## 5.2. Evolution de crédits et dépôts

A fin juin 2021, les crédits à la clientèle ont augmenté de 4,1% pour s'établir à 87,1 milliards FC contre 83,6 milliards FC à fin juin 2020. Cette progression masque toutefois des évolutions contrastées au niveau de la structure des crédits. En effet, les crédits octroyés aux particuliers (principaux bénéficiaires de crédits dans le système bancaire), ont augmenté de 15,8% sur la période passant de 43,4 milliards FC à fin juin 2020 à 50,2 milliards FC une année après. Avec un poids faible dans la structure du crédit (3,2%), les crédits accordés aux entreprises publiques ont également augmenté pour s'établir à 2,8 milliard FC à fin juin 2021 contre 1,8 milliard FC un an avant. En revanche, les crédits accordés aux entreprises privées ont baissé (-6,6%) pour s'établir à 27,8 milliards FC à fin juin 2021 après 29,7 milliards FC la même période de l'année d'avant.

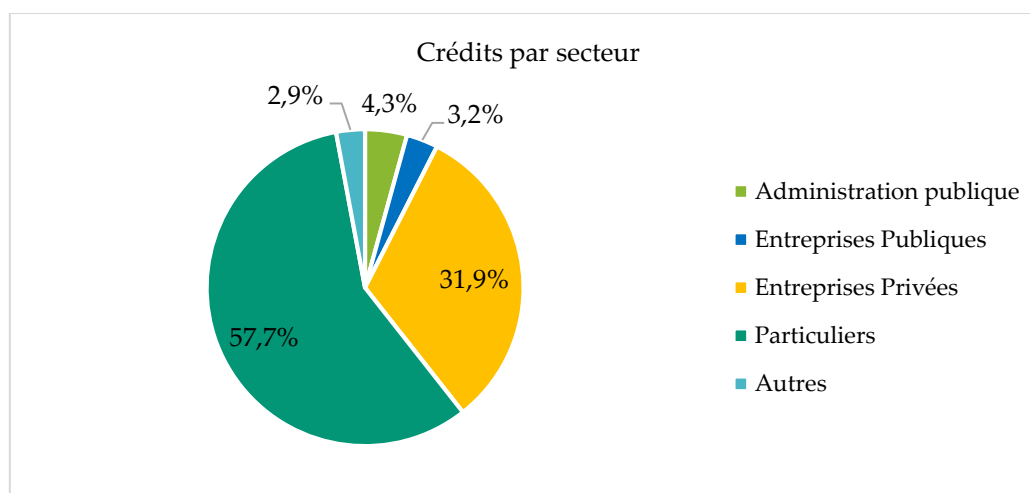
En termes d'échéance, la progression des crédits est portée par les crédits à moyen et long terme. Ces derniers se sont établis à 30,1 milliards FC à fin juin 2021 contre 24,1 milliards FC, soit une augmentation de 25%. Les crédits à court terme

quant à eux ont baissé de 3,4% pour s'établir à 35,3 milliards FC à fin juin 2021 contre 36,5 milliards FC un an avant.

En ce qui concerne les créances en souffrance, elles ont baissé de 3,8% entre juin 2020 et juin 2021 pour s'établir à 21,7 milliards FC à fin juin 2021. Le taux de créances douteuses est ainsi passé de 25% à fin juin 2020 à 22% à fin juin 2021, soit un repli de 3 points de pourcentage.

En parallèle, les dépôts collectés par les établissements de crédit ont progressé de 23,1%, pour s'établir à 147 milliards à fin juin 2021 contre 119,4 milliards FC à fin juin 2020. Cette progression provient de l'épargne collectée des entités économiques.

Par ailleurs, les entreprises privées et les particuliers effectuent plus de dépôts par rapport aux autres secteurs. En effet, la collecte de l'épargne des particuliers représente 64,3% du total des dépôts en juin 2021 et celle des entreprises privées, 14,6% du total des dépôts. La part des dépôts des entreprises publiques et administration pour leur part représente respectivement 8,5% et 6%.

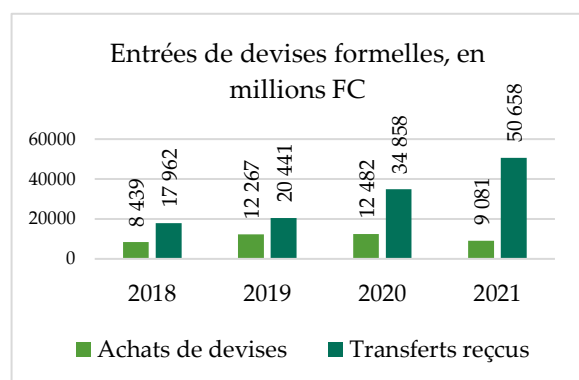


### 5.3. Mouvements de devises

Les entrées au titre des opérations de change manuel et transferts d'argent via les sociétés spécialisées ont crû de 26,2% au premier semestre 2021 pour s'établir à 59,7 milliards FC. Cette progression est principalement tirée des transferts reçus dont la valeur s'élève à 50,7 milliards FC contre 34,9 milliards FC un an avant, soit un accroissement de 45,3%.

En revanche, les achats de devises formels se sont établis à 9,1 milliards FC au premier semestre 2021, en baisse de 27,2% par rapport au premier semestre 2020.

Par ailleurs, la structure des entrées de devises formelles reste dominée par les transferts d'argent reçus avec 84,8% au premier semestre 2021.

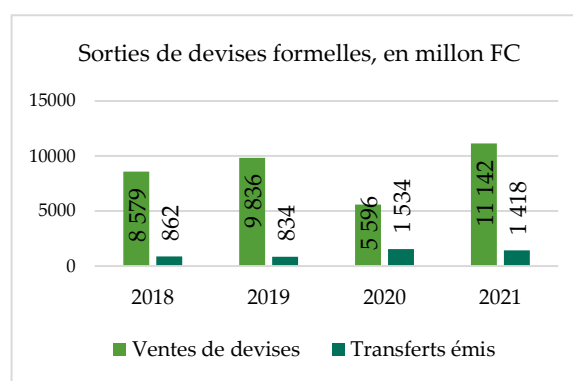


Sources : BEF, BCC

### 5.4. Chambre de compensation

Le volume des opérations en chèques et virements traités en compensation a augmenté de 11,8%, en variation semestrielle passant de 48.154 à 53.851. La valeur afférente à ces opérations traitées en compensation a quant à elle augmenté légèrement (+1,3%) pour s'établir à 97,7 milliards FC au premier semestre après 96,5 milliards FC au premier semestre 2020. En terme de structure, les chèques représentent 75% du total des demandes traitées en compensation.

Les sorties de devises pour leur part ont enregistré une augmentation de 20% sur la période pour s'établir à 19,1 milliards FC au premier semestre 2021 contre 12,3 milliards FC au premier semestre 2020, sous l'effet de la progression des ventes de devises enregistrée à partir du mois d'avril 2021, reflétant l'impact positif de la réouverture des frontières. Les transferts émis quant à eux ont crû de 18,6% passant de 6,7 milliards FC au premier semestre 2020 à 7,9 milliards FC une année après.



Sources : BEF, BCC

La valeur correspondante a ces ordres de paiement a en revanche baissé de -4,3%, passant de 66,6 milliards FC au premier semestre 2020 à 63,7 milliards FC une année après.

En ce qui concerne les opérations non valides, 2% du volume de chèques présentés a fait l'objet de rejet, soit 2,1% en valeur. Pour les ordres de virement, 1,5% des demandes passées en compensation ont fait l'objet de rejet.